



Zitouni au Salon régional Mitidja :

«Les exportations hors hydrocarbures ont plus que triplé depuis 2020»

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 6095 - Mardi 20 février 2024 - Prix : 10 DA

Béjaïa

Raccordement de plus de 1400 foyers au gaz naturel

Page 16

Début des audiences à la CIJ sur les pratiques sionistes en Palestine

L'étau se resserre autour d'Israël

Page 2

L'Afrique et le Brésil pour le cessez-le-feu immédiat

Par Mohamed Habili

S'il existait une puissance réelle dénommée la communauté internationale, qui à ce titre serait autre chose qu'un ensemble de pays dont la marque principale est l'impuissance collective à imposer le droit international, Israël serait aujourd'hui non seulement accusé de génocide mais condamné pour en avoir déjà commis un. Un seul Etat s'inscrit depuis le début de la guerre en faux contre cette juste rétribution, ce sont les Etats-Unis, la première puissance militaire au monde, qui estime l'être aussi bien par ses armes que par son autorité morale, ce qui est un comble. Il est le seul à pouvoir imposer le cessez-le-feu à Israël, une demande dans laquelle communie pour l'heure le monde entier, les censeurs d'Israël comme ses encenseurs, ses amis comme ses contempteurs, même si pour la formuler les premiers sont loin de se servir du même langage que les deuxièmes. Les Européens, comme d'ailleurs les Américains, seraient contents si Israël tout en continuant de se défendre, comme ils disent, c'est-à-dire à détruire et à tuer, s'astreignait ce faisant à plus de modération. Il les blesse, les malmène, les outrage, en leur offrant chaque jour le spectacle d'une telle sauvagerie exercée sur une population désarmée, en nuisant par là même à leur image de marque, car ils comptent au nombre de ses alliés.

Suite en page 3

Pôle urbain de Haouch Errih

L'intransigeance de Belaribi face au retard



En visite d'inspection, hier dans la matinée, du projet du nouveau pôle urbain de Haouch Errih, situé sur les hauteurs de la commune de Meftah, dans la wilaya de Blida, Mohamed-Tarek Belaribi, ministre de l'Habitat, a sommé les entreprises de réalisation d'accélérer le rythme des travaux, tant des immeubles que des équipements publics, et leur finalisation dans les plus brefs délais. Page 2

«Le prisonnier» au théâtre régional de Tizi Ouzou

Une image sur les crimes du colonisateur et les sacrifices du peuple

Page 7

Verts d'Europe

Amoura, Atal et Belloumi s'illustrent

Page 15

Pôle urbain de Haouch Errih

L'intransigeance de Belaribi face au retard

■ En visite d'inspection, hier dans la matinée, du projet du nouveau pôle urbain de Haouch Errih, situé sur les hauteurs de la commune de Meftah, dans la wilaya de Blida, Mohamed-Tarek Belaribi, ministre de l'Habitat, a sommé les entreprises de réaliser d'accélérer le rythme des travaux, tant des immeubles que des équipements publics, et leur finalisation dans les plus brefs délais.

Par Lynda Naili

Hier dans la matinée, Mohamed Tarek Belaribi a inspecté le taux d'avancement des travaux de réalisation des immeubles, des aménagements extérieurs ainsi que divers autres équipements publics implantés sur le site du nouveau pôle urbain de Haouch Errih, situé sur les hauteurs de la commune de Meftah, dans la wilaya de Blida. A l'issue de cette inspection, s'adressant aux responsables des entreprises en charge de la réalisation de ce projet, le ministre «a donné des instructions fermes pour l'accélération des travaux de ces projets et leur achèvement dans les plus brefs délais», a indiqué un communiqué du département de l'Habitat. Il a également ordonné «le lancement du reste des projets pour la réalisation d'équipements publics au niveau de ce site, au nombre de 7 projets inscrits et dont le ministère a lancé les procédures nécessaires pour le choix des bureaux d'études», lit-on dans le communiqué du ministère. Enfin, Belaribi a insisté sur la finalisation des opérations de stabilisation du terrain et d'aménagement extérieur, en

plus de la mise en service des réseaux électriques, de gaz et d'alimentation en eau potable, souligne la même source, qui précise que le ministre s'est félicité du projet pour le raccordement du site au réseau d'internet via la fibre optique, a souligné la même source. Auparavant, à son arrivée au nouveau pôle urbain de Haouch Errih, le ministre a d'abord inspecté le site des 4 000 logements AADL dont l'avancement des travaux de réalisation des constructions et des aménagements a atteint les 90 %, selon un communiqué du ministère de l'Habitat. Il s'est ensuite rendu sur le deuxième site du même pôle, qui compte la réalisation de 2 500 logements AADL qui, lui, est à 80 % de son taux d'avancement. En outre, lors de cette visite, Mohamed Tarek Belaribi a également inspecté les chantiers de réalisation de deux groupes scolaires, d'un collège, d'une polyclinique et d'un siège de sûreté urbaine.

Pour rappel, d'une superficie de 78 hectares, le projet pôle urbain de Haouch Errih compte quelque 10 000 logements de type AADL. Pour les travaux de viabilisation (VRD) de ce site, 50 milliards DA ont été mobilisés. Equipé de toutes les infrastruc-



tures publiques nécessaires, c'est un projet intégré qui offre toutes les commodités au

citoyen. «Haouch Errih sera un pôle urbain par excellence», avait promis Mohamed Tarek

Belaribi en juin dernier, tout en affirmant qu'«aucun logement ne sera distribué avant l'achèvement de toutes les infrastructures».

L. N.

Début des audiences à la CIJ sur les pratiques sionistes en Palestine

L'étau se resserre autour d'Israël

La Cour internationale de justice (CIJ) a entamé hier les audiences publiques consacrées à la demande d'avis consultatif sur les conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques de l'entité sioniste en Palestine occupée.

Cinquante-cinq Etats, dont la Palestine, présentent, à cette occasion, leurs arguments et participent aux procédures orales devant la Cour, ainsi que trois organisations internationales, pendant une demi-heure par Etat, jusqu'à lundi prochain. La CIJ examinera également au cours de cette session les effets juridiques causés par la violation sioniste du droit du peuple palestinien à l'autodétermination et l'occupation des territoires palestiniens depuis 1967. Cette action intervient suite à l'adoption, en décembre 2022 par l'Assemblée générale des Nations unies, de la résolution 247/77, qui demande un avis consultatif de la CIJ sur les violations sionistes des droits de l'Homme du peuple palestinien dans les territoires occupés, y compris à El-Qods. Par son ordonnance du 3 février 2023, la Cour a décidé que «l'Organisation des Nations unies et ses Etats membres, ainsi que l'Etat observateur de Palestine, sont jugés susceptibles de four-

nir des renseignements sur les questions soumises à la Cour pour avis consultatif et qu'ils pourront le faire dans les délais fixés par l'ordonnance». Ainsi et conformément au paragraphe 2 de l'article 66 de son Statut, la Cour a fixé au 25 juillet 2023 la date d'expiration du délai pour le dépôt des exposés écrits sur les questions soumises. La Cour a autorisé, à leur demande, la Ligue des Etats arabes, l'Organisation de la coopération islamique et l'Union africaine à participer aux procédures. Basée à La Haye, la capitale administrative des Pays-Bas, la CIJ peut donner des avis consultatifs non contraignants sur des questions posées par les organes de l'ONU et d'autres institutions spéciales. Dans un avis consultatif rendu en 2004, la Cour internationale de justice a reconnu que le mur construit par les autorités sionistes dans les territoires palestiniens occupés n'était pas conforme au droit international. Pour rappel, la CIJ, plus haute juridiction de l'ONU, a ordonné le 26 janvier dernier à l'entité sioniste, après avoir été saisie par l'Afrique du Sud quant au génocide perpétré par l'occupant contre le peuple palestinien dans la bande de Gaza, de s'interdire de cibler des civils palestiniens, de sanc-

tionner les responsables sionistes incitant à la violence et d'autoriser sans entraves l'entrée de l'aide humanitaire à Gaza.

Al-Maliki appelle à mettre fin à la politique de deux poids deux mesures

Le ministre palestinien des Affaires étrangères et des Expatriés, Riyad Al-Maliki, a déclaré, hier à La Haye, qu'il était temps de mettre fin à la politique de deux poids deux mesures dans le traitement de la question palestinienne, appelant la Cour internationale de justice (CIJ) à soutenir le droit du peuple palestinien à l'autodétermination. Al-Maliki a souligné, dans son discours devant la CIJ, que «depuis plus d'un siècle, le droit du peuple palestinien à l'autodétermination a été refusé». Et de poursuivre : «Il est temps de mettre fin à la politique de deux poids deux mesures dans le traitement de la question palestinienne». Le ministre palestinien a également souligné que «le droit à l'autodétermination n'est pas négociable, et que l'occupation (sioniste) doit prendre fin sans conditions». «Le génocide dont notre peuple est victime est le résultat de décennies d'impunité

dont jouit l'occupant», a ajouté Riyad Al-Maliki.

Le Hamas salue la déclaration finale du 37^e Sommet de l'UA

Le mouvement de résistance palestinien, Hamas, a salué dimanche soir la déclaration finale du 37^e Sommet de l'Union africaine (UA), tenu samedi et dimanche à Addis-Abeba, qui appelle notamment à la fin de l'agression sioniste contre la bande de Gaza, et au respect des décisions de la Cour internationale de justice (CIJ) relatives à la situation dans l'enclave palestinienne. Le mouvement Hamas a souligné dans un communiqué qu'il «espère traduire la déclaration finale, avec des mesures pratiques de la part de tous les pays africains amis, d'une manière qui contribue à mettre fin à l'agression et à la guerre de génocide contre le peuple palestinien dans la bande de Gaza». Il a appelé aussi à «rompre tous les liens avec l'entité criminelle sioniste et à soutenir la lutte du peuple palestinien jusqu'à ce qu'il obtienne ses droits nationaux légitimes, notamment la création de l'Etat palestinien avec El-Qods pour capitale».

Meriem B.

Pétrole Baisse du Brent à moins de 83 dollars

Les prix du pétrole baissent hier, toujours plombés par des inquiétudes sur la demande mondiale pétrolière. Vers midi, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en avril, reculait de 0,96 % à 82,67 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en mars, perdait 0,34 % à 78,92 dollars. En début de séance, le prix du pétrole se repliait du fait des inquiétudes concernant les perspectives de la demande, relèvent des analystes. Jeudi dernier, dans son rapport mensuel sur le pétrole, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a indiqué que le ralentissement de la demande de pétrole «s'accéléra en 2024».

La progression s'élèvera à une moyenne de 1,2 million de barils par jour. «soit la moitié de la forte expansion de l'année dernière» (2,3 mb/j). «L'AIE est habituellement trop prudente dans ses prévisions de la demande», soulignent toutefois les experts.

R. E.

Zitouni au Salon régional Mitidja :

«Les exportations hors hydrocarbures ont plus que triplé depuis 2020»

■ «Les exportations hors hydrocarbures en Algérie connaissent une dynamique sans précédent, passant depuis 2020 de 2 milliards de dollars à 7 milliards de dollars», a indiqué, hier, le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, ajoutant qu'«aujourd'hui, l'Algérie démontre une croissance économique positive et des résultats que peu de pays du monde ont pu réaliser».

Par Thinhinane Khouchi

Procédant, hier à Bliida, à l'ouverture du troisième Salon régional Mitidja pour la production et l'exportation, M. Zitouni a indiqué que «cet événement nous permet de rencontrer de près les entreprises qui ont contribué à l'augmentation des exportations ces dernières années», soulignant que cet événement économique «permettra également l'ouverture de nouvelles perspectives d'exportation pour les entreprises». Le ministre a précisé que «l'Algérie est souveraine de son économie», ajoutant que «l'export est un enjeu économique et citoyen». Dans ce contexte, il a indiqué que «les exportations hors hydrocarbures en Algérie connaissent une dynamique sans précédent, passant depuis 2020 de 2 milliards de dollars à 7 milliards de dollars», ce qui, précise le ministre, «s'inscrit en droite ligne des engagements du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a placé, depuis son élection, le défi de la sortie de l'économie fondée sur les hydrocarbures en tête des priorités». Par ailleurs, M. Zitouni a déclaré que «l'installation du Conseil suprême des exportations va rassembler tous les acteurs du domaine pour étudier comment développer l'économie nationale». Le ministère a

annoncé que «de nouveaux espaces commerciaux seront ouverts à l'avenir en Côte d'Ivoire, au Niger et au Nigeria». «Toutes ces mesures sont en conjonction avec la loi sur les investissements et la levée des obstacles pour renforcer les exportations à travers une plateforme numérique ouverte la semaine dernière». Il est à noter que soixante-dix opérateurs économiques ont pris part au troisième Salon régional Mitidja pour la production et l'exportation, a-t-on appris auprès de la directrice régionale du commerce et de promotion des exportations, Samia Abassa. Cet événement économique, entrant dans le cadre du programme du ministère de tutelle visant à encourager les exportations hors hydrocarbures, comprend la tenue d'une exposition au complexe sportif «Mustapha-Tchaker» pour faire connaître le produit local et sa qualité, selon la responsable. M^{me} Abassa a observé que le produit algérien est d'une qualité lui permettant de pénétrer le marché extérieur



PH/D. R.

et d'être concurrentiel, notamment dans les secteurs de l'agroalimentaire, la cosmétique, les matériaux de construction et autres activités industrielles. Des conférences sur des thématiques liées à l'exportation, à l'instar des zones de troc frontalier (dans le sud du pays), les zones de libre-échange et les problèmes rencontrés par les exportateurs (transport de marchandises, assurances) seront également animées en marge de ce salon de trois jours. Soulignant que cet événement économique permettra l'ouverture de nouvelles perspectives d'exportation pour les entreprises, la directrice régionale du

commerce a noté que des bureaux spécialisés en exportation y prendront aussi part. «Cela permettra de créer un espace pour la conclusion d'accords de travail», a-t-elle dit, informant qu'un bureau d'exportation libyen a été invité à ce titre. Le salon verra également la participation des Directions de l'emploi et de la formation et de l'enseignement professionnels dans le but de constituer un trait d'union entre les demandeurs d'emploi et les entreprises productives, et permettre aux opérateurs économiques d'exprimer leurs besoins en main-d'œuvre qualifiée.

T. K.

Alger

La promotion médiatique des réformes économiques au cœur d'une rencontre

Le processus de réformes économiques directes opérées par les pouvoirs publics en Algérie, notamment en termes d'amélioration du climat d'investissement et de promotion médiatique des réalisations accomplies en la matière, a été au cœur d'une rencontre tenue dimanche à Alger, avec la participation d'experts, de journalistes et de représentants de divers opérateurs activant dans ce domaine.

Organisée par le Centre algérien de prospective économique, de développement des investissements et d'entrepreneuriat (ACEFIDE) en collaboration avec l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), sous le signe «Médias nationaux et information numérique, deux mécanismes pour la relance de l'investissement et le décollage économique», cette rencontre a

connu la participation de nombreux représentants de ministères, d'instances et d'établissements financiers et bancaires.

Par ailleurs, le président de ACEFIDE, Akram Zidi, a souligné que l'Algérie «opère un processus de réformes important» auquel le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, s'est engagé, ajoutant que ces réformes ont donné lieu à plusieurs lois réformatrices, dont les lois sur l'investissement et sur le foncier économique, outre de nombreuses réformes financières et institutionnelles visant à améliorer le climat d'affaires et à encourager l'investissement.

Il a, à cet égard, insisté sur l'«intensification des efforts entre les experts, les économistes et les journalistes, en vue de mettre en évidence ces réformes», indiquant que l'objectif de cette ren-

contre est de «mobiliser et de sensibiliser les acteurs de la société à leur responsabilité vis-à-vis du dossier des réformes économiques, et ce, afin de contribuer efficacement à la consolidation du processus de réformes et de participer au développement économique».

Pour sa part, la directrice d'études à l'AAPI, Khaoula Mostefai, a évoqué les efforts consentis pour encourager l'investissement, soulignant que l'AAPI était «le fruit des réformes visant l'amélioration du climat d'investissement en Algérie».

Aussi, la responsable a rappelé les différentes mesures initiées par l'Agence à cet effet, à l'instar du lancement de la plateforme numérique dédiée à l'investisseur, des informations qu'elle offre au sujet du foncier industriel et des guichets uniques délivrant de nom-

breuses autorisations d'investissement, affirmant que l'AAPI s'attelait à «la facilitation de l'opération d'investissement et de l'ensemble de procédures administratives y afférentes».

Des journalistes ont, quant à eux, mis l'accent sur l'importance et la nécessité d'assurer une formation spécialisée à même de leur permettre de débattre et d'analyser les questions liées à l'économie.

De son côté, le journaliste Djamel Maafa a fait savoir que «les médias offrent un espace qui réunit l'opérateur économique, les autorités publiques et les différentes instances pour un débat d'idées autour des questions économiques», mettant en avant «l'impératif de créer une cohésion entre ces parties, à même de fournir une information claire qui profite aux acteurs économiques souhaitant

LA QUESTION DU JOUR

L'Afrique et le Brésil pour le cessez-le-feu immédiat

Suite de la page Une

L'ami d'un génocidaire ne peut pas être tout à fait irréprochable. Les pays africains, pour leur part, n'ont eu aucun mal à condamner Israël dans leur communiqué final à l'issue de leur dernier sommet à Addis-Abeba, en plus de lui demander de se conformer rigoureusement à l'arrêt de la Cour internationale de justice, qui lui a ordonné dernièrement de rien faire qui le rende passible d'une condamnation pour génocide. En marge du sommet, le président brésilien Lula da Silva a été plus explicite encore. La guerre que mène actuellement Israël dans Gaza, a-t-il déclaré, n'est pas une réalité, c'est un génocide, rien qu'un génocide. Et d'ajouter, jamais cela ne s'est produit auparavant. Ce n'est pas la première fois que Lula dit ce qu'il pense en la matière. Mais à Addis-Abeba il a tenu à préciser sa pensée : le génocide qu'Israël est en train de commettre à Gaza n'a qu'un seul précédent, c'est le génocide d'Hitler contre les juifs. Des propos qui bien sûr ont fait rapidement réagir Netanyahu, qui a invité leur auteur à ressentir de la honte pour les avoir prononcés. Certes, ce ne sont pas les condamnations conjuguées d'Addis-Abeba qui obligeront Israël à mettre fin à ses crimes, tant d'ailleurs à Gaza qu'en Cisjordanie, mais elles resteront comme des stigmates visibles sur son corps. Le fait qu'un dirigeant renommé et respecté comme Lula compare le génocide palestinien en cours au génocide juif pendant la Deuxième Guerre mondiale est hautement significatif ; c'est une révolution, un changement de paradigme. Israël justifie son existence, c'est-à-dire la spoliation des Palestiniens, par la l'entreprise nazie visant à l'extermination des juifs d'Occident. Il s'en prend aux Palestiniens non pas parce qu'ils avaient un objectif similaire (encore qu'il y a quelque temps Netanyahu ait voulu réécrire l'histoire sur ce point précis en présentant Mohamed Amin al-Husseini, le fameux grand mufti de Jérusalem, comme la personne qui avait inspiré à Hitler la solution finale) mais parce que l'ayant précédé sur «la terre promise», ils ont le choix entre la lui laisser ou périr de ses mains.

M. H.

investir».

«L'information économique doit être accessible à travers les objectifs tracés par nombre de ministères dans le cadre d'une stratégie intégrée visant à relancer l'investissement et le décollage économique», a-t-il soutenu.

Lyes F.

Complexe gazier «In Salah Gas»

Une valeur ajoutée pour renforcer la sécurité énergétique en Algérie

■ Le complexe «In Salah Gas» avec ses sept champs gaziers situés dans le sud du pays, revêt une grande importance économique au vu de la valeur ajoutée qu'il représente pour l'économie nationale, en termes de capacité maximale de production qui s'élève à neuf milliards de m³/an, outre sa contribution au renforcement de la sécurité énergétique en Algérie.

Par Salima K.

Utilisant des technologies modernes et respectueuses de l'environnement dans l'extraction du gaz, cette joint-venture contribue à la promotion des performances des cadres nationaux et au développement local depuis le lancement du processus de production en 2004, ont indiqué les responsables de ce complexe.

Fruit d'un partenariat entre le Groupe Sonatrach et les compagnies Eni (Italie) et Equinor (Norvège), cet important projet énergétique comprend cinq unités de production, sept champs gaziers et 62 puits, dont 44 exploités, répartis sur l'ensemble de ses gisements, avec une capacité de production supérieure à 5,5 milliards m³/an et la possibilité de produire plus de neuf milliards m³/an, a indiqué à l'APS le directeur de la joint-venture, Mohamed Charef.

A travers ce complexe, Sonatrach couvre une partie importante des besoins nationaux en gaz naturel, qui constitue une ressource essentielle pour le marché européen, notamment au regard de la demande croissante sur cette énergie stratégique, ajoute le même responsable qui a fait état d'un travail en cours pour développer les capacités de production à moyen et long terme.

Sonatrach tend également à augmenter les capacités de production, en adoptant de nouveaux procédés d'exploration et de prospection, grâce aux technologies et techniques de pointe, en sus de l'extension des principales lignes de transport dont le linéaire s'étend actuelle-

ment sur plus de 2 000 km, selon M. Charef qui a fait savoir que Sonatrach procède au forage de deux nouveaux puits, dont la mise en service est prévue durant le deuxième semestre de l'année en cours, avec une capacité de production dépassant les deux millions de m³/jour, et ce, en collaboration avec les partenaires.

Postes avancés de commandement des opérations et moyens sophistiqués pour limiter les émissions de CO2

Les responsables de ce projet énergétique veillent à l'application de toutes les mesures de sécurité, en vue de protéger les personnes et d'assurer la sécurité environnementale, à travers l'élaboration d'une cartographie, en utilisant les technologies de pointe, en sus des postes de surveillance et de contrôle à travers toutes les unités et l'exploitation des expertises, l'objectif étant de développer les opérations de production avec des procédés propres et sûrs pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et un écosystème intégré et optimal de gestion doté d'équipements modernes en vue de signaler tout danger en cas de concentrations élevées en CO2 dans l'atmosphère, d'incendie ou d'explosion.

Pour sa part, le responsable de l'environnement, Abdelkrim Ouezine, a rappelé que Sonatrach détenait le certificat de système de gestion de l'environnement de l'année 2001 de l'Organisation internationale de normalisation (ISO), avec pour

objectif de protéger l'environnement, de se conformer aux normes en vigueur et de réduire les émissions de polluants, en assurant une surveillance continue et périodique de l'ensemble des infrastructures industrielles et manufacturières, ainsi que du matériel utilisé dans le processus de production.

Il a indiqué, dans ce contexte, que le Groupe Sonatrach travaillait avec le partenaire italien Eni, en vue de mettre en place un plan d'action pour réduire son empreinte carbone à long terme (2023-2030), et protéger l'environnement en limitant les émissions de CO2 issues de l'exploitation de cette ressource naturelle.

Recours aux systèmes modernes de protection contre les cyberattaques

La compagnie nationale compte acquérir et utiliser des systèmes modernes pour se protéger contre les cyberattaques pouvant survenir et entraver le processus de production, de distribution et de transport de gaz entre toutes les unités de production.

A cet égard, le directeur de l'informatique et des télécommunications du complexe «In Salah Gas», Reda Debbar, a souligné que la Société mère (Sonatrach) avait mis en place un riche programme de formation pour ses cadres, y compris ceux du complexe.

Dans ce cadre, le complexe «In Salah Gas» s'attelle à établir un partenariat étroit et solide avec l'Université pour développer la performance opérationnelle, car étant profondément



convaincu de l'importance de la recherche scientifique, notamment des compétences spécialisées dans le domaine de l'énergie et des technologies connexes.

Il mise également sur l'exploitation optimale des résultats de la recherche scientifique et leur application sur le terrain afin de développer la production et d'investir dans les compétences locales, particulièrement dans les branches techniques.

Le complexe «In Salah Gas» dispose d'un Centre de formation et d'apprentissage au gisement de Krichba (230 km au sud d'El-Menia), chargé d'améliorer les compétences des travailleurs, de former les étudiants universitaires et d'organiser des stages continus pour les professionnels des Centres de formation professionnelle des wilayas voisines. Ainsi, plus de 1 500 personnes, dont des travailleurs, des étudiants universitaires et de la formation professionnelle, ont été formés, a fait savoir le responsable de la formation du

complexe gazier, Dahmani Abdelkader.

S. K.

Marché La Bourse de Tokyo démarre quasi stable

La Bourse de Tokyo évoluait autour de l'équilibre hier en matinée, engourdie par le repli de Wall Street en fin de semaine dernière dans la foulée d'un nouveau signe d'entêtement de l'inflation aux Etats-Unis. L'indice vedette Nikkei était stable (-0,02 % à 38 479,78 points) vers 01h00 GMT et l'indice élargi Topix progressait modérément (+0,34 % à 2 633,69 points). La hausse des prix à la production aux Etats-Unis en janvier a été plus importante que prévu, selon un indicateur publié vendredi dernier, une nouvelle déception pour les marchés financiers après la progression plus forte qu'attendu des prix à la consommation (CPI) aux Etats-Unis en début de semaine dernière. Les rendements obligataires américains se sont par conséquent tendus, la ténacité de l'inflation faisant craindre que la Réserve fédérale américaine (Fed) ne retarde encore davantage la baisse programmée de ses taux directeurs. Le yen s'appréciait un peu face au dollar, qui valait 149,94 yens vers 00h55 GMT contre 150,21 yens vendredi à 21h00 GMT. L'euro reculait à 161,74 yens contre 161,88 yens en fin de semaine dernière, et se négociait pour 1,0785 dollar contre 1,0777 dollar vendredi à 21h00 GMT. Sur le marché du pétrole, le baril de WTI américain cédait 0,18 % à 79,05 dollars vers 00h50 GMT et le baril de Brent de la mer du Nord lâchait 0,36 % à 83,17 dollars.

Fatah S.

N. T.

Salon BuilTec 2024

Signature de conventions de partenariat et projets innovants

Des conventions de partenariat seront conclues ainsi que des projets et produits innovants seront présentés pour la première fois en Algérie, lors de la quatrième édition du Salon international des constructions modernes et des nouvelles technologies «BuilTec», prévu du 20 au 23 février à Constantine, ont indiqué les organisateurs.

S'exprimant lors d'une conférence de presse tenue à l'hôtel Marriott, où se tiendra ce salon international, Mohamed Seiffeddine Salhi, directeur général de l'entreprise organisatrice «Media Smart», a déclaré que les nouveautés de cette quatrième

édition consistent notamment dans la participation d'entreprises étrangères spécialisées dans le domaine des technologies modernes de construction, qui rechercheront des opportunités de coopération pour conclure des conventions de partenariat avec des entreprises nationales.

Le représentant de l'entreprise Chiali, Djallel Sofiane Ben Aïda, présent lors de cette conférence, a indiqué que parmi les innovations qui seront mises en valeur à l'occasion de cette édition du Salon «BuilTec» de Constantine, un produit utilisé dans l'isolation thermique et phonique des bâtiments et également pour protéger les canalisa-

tions et les réseaux de distribution d'eau et de gaz, importés auparavant en grandes quantités et à des prix exorbitants, qui sera désormais fabriqué en Algérie au moindre coût. De son côté, le vice-recteur de l'Université Larbi Ben-Mhidi d'Oum El Bouaghi a indiqué que plusieurs clubs scientifiques actifs au sein de cette université présenteront lors de ce salon international des projets innovants, à l'instar du projet de contrôle à distance des infrastructures par le biais de l'intelligence artificielle (IA).

La présentation de ces projets a pour but de proposer aux entreprises et aux institutions économiques et de travaux

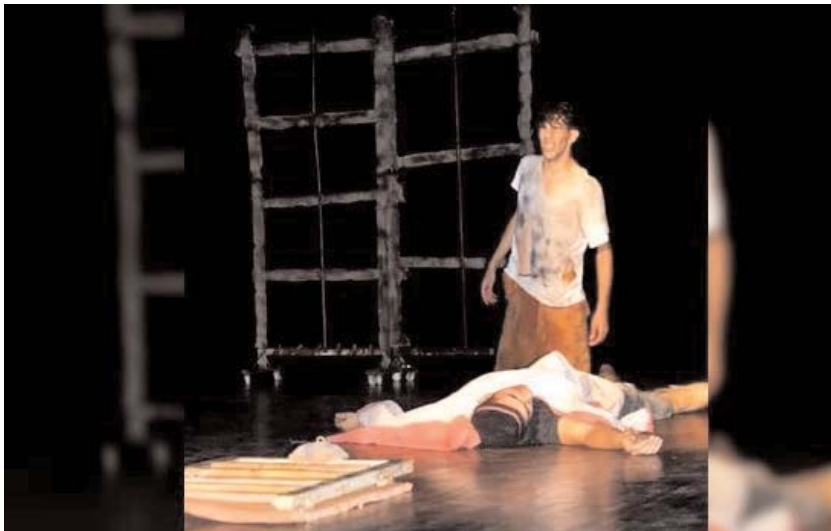
publics, un moyen moderne destiné à améliorer les méthodes de construction d'infrastructures et obtenir des informations techniques précises.

A signaler que la quatrième édition du Salon international «BuilTec» verra la participation d'une cinquantaine d'exposants et la présentation de 38 conférences scientifiques, en sus de l'organisation d'une journée technique en partenariat avec l'Agence nationale pour le développement et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE), ainsi qu'une journée d'étude en coordination avec l'Agence nationale des architectes.

«Le prisonnier» au théâtre régional de Tizi Ouzou

Une image sur les crimes du colonisateur et les sacrifices du peuple

■ La Journée nationale du chahid a été célébrée à Tizi Ouzou par la présentation de la pièce de théâtre «Le prisonnier», au théâtre régional Kateb-Yacine. La pièce revient sur les crimes odieux commis par la France coloniale en Algérie et la résistance algérienne qui lui a fait face.



Par Abia Selles

La trame de la pièce met en lumière un des aspects répressifs qu'est la torture, comme moyen d'obtenir des informations, pratiquée par l'armée coloniale française durant la guerre

de Libération nationale sur les prisonniers, et la résistance de ces derniers, convaincus du devoir de sacrifice pour leur cause.

Les événements se passent dans un endroit secret, au milieu de nulle part, entre un prisonnier algérien accusé de détenir des

informations capitales sur la révolution et un officier français chargé de le faire parler.

Les deux hommes nourrissent des rêves opposés. L'officier, celui de soustraire les informations au prisonnier pour mater la révolution et obtenir sa promotion, et le prisonnier, celui

de garder le secret pour sauver ses frères et vivre libre dans son pays indépendant.

Malgré toute la ruse et les sévices psychologiques et physiques que lui fait subir l'officier colonial, le prisonnier, armé de ses idéaux et de sa conviction de la justesse de sa cause, parvient à supporter sa douleur et à résister dans une lutte poussée à son paroxysme.

Il parviendra même, par sa résistance à la tentation et à la douleur, à renverser la situation et à briser le moral de l'officier qui finit par s'effondrer.

«Le prisonnier» qui a capté un public intéressé, étant présenté une journée de semaine non fériée, est une production de la coopérative théâtrale «La renaissance» de Bordj Menaiel (Boumerdès) de 2021.

Il est à noter que plusieurs activités ont été organisées pour célébrer la Journée nationale du chahid. Toutes les villes du pays avaient concocté des programmes spéciaux pour célébrer cette occasion. Le but majeur de ces activités est de rendre hommage à la résistance et aux martyrs algériens qui ont sacrifié leur vie, leurs biens et leur famille

pour la libération de notre pays. La célébration de la Journée nationale du chahid est, entre autres, une occasion pour revenir sur les crimes et la barbarie du colonisateur français en Algérie.

A. S.

Journées du théâtre arabe à Sétif Plusieurs troupes couronnées

LE JURY des 2^{es} Journées du théâtre arabe, clôturées dimanche soir à la maison de la culture Houari-Boumediene de Sétif, a décerné les prix de la manifestation partagés par plusieurs troupes au niveau très proche. La Tunisie a décroché les prix de «la meilleure scénographie» et de «la meilleure mise en scène», revenus au réalisateur Mohamed Kouass pour la pièce «Hadja Oukhra», tandis que les prix du «meilleur texte» et «meilleure interprétation féminine» ont été décernés à l'écrivain irakien Ghazi Mithal pour la pièce «Azraïl» et la comédienne irakienne Boshra Ismael pour son rôle dans cette même pièce.

Le prix de «la meilleure interprétation masculine» a été attribué en ex aequo au Tunisien Yahia Faïdi et l'Irakien Bassim Mohamed.

Le prix de «la meilleure interprétation féminine prometteuse» a été également remis en ex aequo à Neza Sahnoune pour son rôle dans «Hallak Ichbilila» (Annaba-Algérie) et Ziad El Hadrami du Sultanat d'Oman pour son rôle dans «El Gharib oua Ennakib».

Le prix de la meilleure interprétation féminine a été décerné à l'algérienne Hadjer Kernit pour son rôle dans la pièce «Hallaq Ichbilila».

Le prix du «meilleur spectacle» a été remplacé dans cette édition par plusieurs prix sur décision du jury composé de plusieurs experts arabes dont l'Algérien Ahd Rezz

(président), l'Algérienne Samira Sahraoui, l'Égyptienne Safa Leila et l'Irakien, Amer Ahmed. Le jury a recommandé, à l'avenir, davantage de publicité pour le festival et l'ouverture des candidatures à l'échelle arabe. La cérémonie de clôture a donné lieu à la présentation en hors compétition de la pièce «Awdat El Hajaj» du réalisateur Nabil Benseka, en hommage à son parcours artistique dans le domaine du théâtre.

M. K.

Organisé par l'association «Lumières»

Un hommage rendu à Ahcène Osmani et Nadjia Laaraf

Un hommage a été rendu dimanche, au siège de l'association «Lumières» à Alger, aux enfants de chouhada, le scénariste, cinéaste et producteur, Ahcène Osmani et à la comédienne et actrice de télévision, Nadjia Laaraf.

Organisé par l'association «Lumières» dans le cadre de la commémoration de la Journée nationale du chahid, célébrée le 18 février de chaque année, ce bel hommage qui a rassemblé nombre de cinéastes, acteurs et comédiens, a débuté par une pensée solennelle au peuple palestinien de Ghaza, qui continue de subir, à ce jour, les affres et la barbarie de l'armée terroriste sioniste. Le duo Hamid Meffah au clavier et Chaima Nafaâ au

chant, de la Maison de jeunes «Hassen-El-Hassani» de Bouzaréah, a en effet interprété plusieurs chansons sublimant la résistance du peuple palestinien, dont «Filastine» et «Dem Ech'Chahid», sous les youyous et les applaudissements du public.

Après quelques lectures poétiques du melhoun, la symbolique de la Journée du chahid et ses enseignements ont été rappelés par le président de l'association «Lumières», Amar Rabia, avant de céder la tribune aux artistes présents pour livrer leurs témoignages de reconnaissance à Ahcène Osmani et Nadjia Laaraf, insistant sur «la nécessité de permettre aux anciens comédiens de travailler, car les projets

en perspectives ont besoin de leur savoir-faire et leur expérience», ont-ils expliqué.

Parmi les artistes présents à ce double hommage, Abdenour Chellouche, Sid Ali Bensalem, Amel Himeur, Fouad Bentaleb, Achour Abdelkader, Chems Chalabi, Nasreddine Galiz et Zakia Kara Terki. Un documentaire d'une vingtaine de minutes réalisé par Amar Rabia, intitulé «Le cinéma et la Révolution», a ensuite été diffusé, rappelant, par de courts extraits, les longs métrages qui ont marqué le cinéma révolutionnaire algérien, à l'instar de «Chronique des années de braise», «La bataille d'Alger», «Bouamama» et «L'opium et le bâton».

Dans une ambiance convivia-

le, des distinctions et des prix honorifiques ont été remis aux artistes mis à l'honneur, ravis de cette «pensée chaleureuse émise par leurs pairs à leur endroit», et de voir projetés à l'issue de la cérémonie, quelques extraits du film historique «Les offensives de la liberté du 20 août 1955», d'Ahcène Osmani. Nadjia Laaraf a entamé sa carrière artistique dans le théâtre et la télévision durant les années 1970, se faisant vite remarquer par les grandes figures du 4^e art de l'époque, à l'instar des regrettés Mustapha Kateb et Sid Ali Kouiret. Elle enchaînera vite plusieurs films, feuilletons, sketches et pièces de théâtre.

F. H.

Salon de la photographie de Tébessa

Une soixantaine de photos exposées

La maison de la culture Mohamed-Chebouki de Tébessa expose au public 64 photos dans le cadre de la 6^e édition du Salon national de la photographie, ouvert dimanche, et se poursuivra pendant trois jours.

Ouverte par le secrétaire général de la wilaya, Aghcène Medouri, la manifestation regroupera

43 photographes professionnels et amateurs de 25 wilayas dont Sétif, Ghardaïa, Tlemcen, Constantine, Biskra, Adrar, Chlef, Bordj Bou Arréridj et Alger, dont les clichés mettent en valeur la beauté des vieux quartiers de leurs villes.

Traditionnellement organisé par la maison de la culture, le salon vise à offrir aux photo-

graphes de différentes wilayas du pays l'occasion de se rencontrer, d'échanger leurs expériences et de révéler leurs talents en vue de promouvoir cet art, a indiqué le directeur de la maison de la culture et des arts, Mounir Mouissi.

Les photos retenues mettent en valeur la beauté des vieux bâtis de multiples villes du pays

ainsi que la richesse du patrimoine culturel et urbanistique algérien, selon la même source.

Le programme de la manifestation comprend également des conférences sur l'art de la photographie, l'organisation d'ateliers, des sorties vers les sites touristiques de la wilaya et la présentation d'une pièce de théâtre, selon le même responsable.



Mayotte

Aux Comores, des migrants suspendus à la fin du droit du sol

■ Ce village au bout des terres comoriennes est la dernière étape pour des milliers de migrants africains tentant de rejoindre clandestinement le département français de Mayotte. Mais ces temps-ci, les barques restent à quai : la France a annoncé un nouveau tour de vis contre l'immigration illégale.

Par Rosa C.

Mayotte, dans l'océan Indien, compte 310 000 habitants, selon des chiffres officiels probablement largement sous-estimés, dont 48 % d'immigrés comoriens et d'autres pays d'Afrique.

Perché sur les montagnes de l'île comorienne d'Anjouan, le village de Kangani est à seulement un bras de mer et quelque 70 km du 101^e département français. L'île avec ses écoles et ses hôpitaux fait figure d'eldorado pour de nombreux Comoriens, même si le territoire est le plus pauvre

de France.

Familles en quête d'une vie meilleure, mais aussi cigarettes et bétail sont habituellement chargés plusieurs fois par jour sur des barques en bois traditionnellement utilisées pour la pêche et appelées «kwassa-kwassas». Toute l'économie du village tourne autour de ces traversées hasardeuses et les échanges se font par liasses de billets en euros.

Un passeur de migrants brandit une liasse de billets alors qu'il parle avec des habitants, à Kangani, un village proche de Mutsamudu, la capitale d'Anjouan dans l'archipel des

Comores, le 18 février 2024

Mais depuis plusieurs semaines, des habitants en colère contre l'insécurité et l'immigration illégale érigent des barrages à Mayotte, et Paris a récemment annoncé une mesure controversée visant à supprimer le droit du sol sur l'île pour endiguer l'afflux de migrants. Depuis, les rues sinueuses de Kangani sont tombées dans un calme tendu.

«Les barrages nous affectent tous, il n'y a plus de départ de kwassa-kwassas en attendant un retour à la normale», peste Chadhuli Tafsir, jeune homme d'une trentaine d'années originaire de Kangani.

«La suppression du droit du sol, c'est une mauvaise idée pour tout le monde», assène-t-il en poursuivant un débat animé avec les hommes rassemblés sur la place du village.

Derrière les modestes maisons en briques du bourg de quelque 6 000 âmes, des jeunes font des allers-retours sur des motos pétaradantes. Certains portent fièrement chevelure blonde décolorée et tatouages : «Tous ces gosses viennent de Mayotte et attendent de retenter le passage», chuchote un villageois.

Des résidents passent devant une banderole affichant un slogan anti-français sur la place Moroni, à Mutsamudu, capitale d'Anjouan, dans l'archipel des Comores, le 17 février 2024

Interceptés par les gardes-côtes ou renvoyés par la police française, de nombreux refoulés



retentent la traversée sitôt de retour sur le sol comorien.

Oussen, petit homme sec âgé d'une cinquantaine d'années, ne donne que son prénom. Le «pêcheur-passeur» fait payer entre 400 et 500 euros par personne et par tentative pour rejoindre l'île d'en face. Une petite fortune dans l'archipel pauvre de 870 000 habitants, où le salaire moyen mensuel équivalait à une centaine d'euros.

Selon lui, la gronde à Mayotte et les débats autour du droit du sol lui «font perdre du temps et de l'argent». Jusqu'ici, son plus gros problème était «les gardes-côtes comoriens qui rackettent au moins 200 euros par traversée».

«La dernière fois, je transportais un malade, ils m'ont empêché de passer. J'ai dû revenir sur la terre ferme. Le malade est mort peu après», raconte-t-il à l'AFP sans trop d'état d'âme.

Il pense avant tout à honorer ses commandes : «Des Mahorais sont dans l'attente de la livraison d'un bœuf pour un mariage. Il leur a coûté 10 000 euros, c'est beaucoup mais toujours moins que chez eux».

Il faut parfois attendre plusieurs jours pour tenter la traversée sur une mer clémente. Les embarcations chavirent régulièrement et de nombreux migrants ont disparu en mer entre les Comores et la France. Sans doute des milliers, il n'y a pas de chiffre officiel.

«Personne ne prendrait le risque d'aller à Mayotte mais nous n'avons pas le choix. Prendre la mer, c'est notre seule option», dit d'un ton résigné Jeansi, qui attend le prochain départ d'un bateau pour la France.

R. C.



Commentaire

Entente

Par Fouzia Mahmoudi

Alors que Marine Le Pen est au pic de sa popularité avec de très multiples sondages l'annonçant désormais comme réussissant à s'imposer au second tour de la prochaine élection présidentielle, ses adversaires se font de plus en plus nerveux. Chez les Républicains, certains demandent désormais à la majorité présidentielle de renoncer à présenter un candidat en 2027 pour ouvrir la voie à un candidat unique de la droite traditionnelle et du centre. «Cet exécutif fait semblant de réformer le pays», a ainsi fustigé Jean-François Copé dimanche, dénonçant le «boulevard» offert à la candidate du Rassemblement National par un gouvernement qui «n'a pas les moyens politiques» de réformer le pays. Celui qui s'est déjà prononcé en faveur d'un accord du gouvernement entre le camp Macron et la droite a plaidé pour un candidat unique en 2027, seule chance selon lui d'éviter un second tour entre Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen. «Si Valérie Pécresse avait fait 12 % à la présidentielle, la finale en 2022, c'était Mélenchon-Le Pen», a alerté l'ancien ministre chiraquien. L'édile s'est inquiété de la multiplication des candidats potentiels (de droite et du centre) pour la prochaine élection. «Xavier Bertrand, Laurent Wauquiez, Édouard Philippe, David Lisnard, Bruno Le Maire, Gérald Darmanin... pour les Français, ils sont de droite et ça fait six candidats. François Bayrou se dit peut-être. On est à six et demi, sept», a-t-il déploré. «Quand on a trop de candidats, je ne vois pas comment on arrive à passer le cap parce que la présidentielle c'est deux tours», a-t-il précisé, rappelant «qu'à l'extrême droite, il n'y a qu'une candidate, Marine Le Pen. À l'extrême gauche, il n'y a qu'un candidat». En retrait de la politique nationale depuis 2016, à la suite de son score à la primaire de la droite (0,3 %), Jean-François Copé a exprimé «sa frustration» de ne pouvoir mettre «au service des Français sa maturité politique». «Je me suis transformé un peu en coach et il m'arrive de partager un certain nombre de réflexions avec ceux qui souhaitent partager ça avec moi», a-t-il expliqué, faisant probablement référence à son déjeuner au début du mois avec Édouard Philippe. Alors que Nicolas Sarkozy a annoncé se pourvoir en cassation après sa condamnation ce mercredi en seconde instance dans l'affaire «Bygmalion», Jean-François Copé a qualifié la décision d'être «loin d'anodine». Complètement innocenté dans cette affaire, celui qui était président de l'UMP à l'époque des faits s'est félicité que la justice lui ait rendu «son honneur». Toutefois, ses conseils risquent de ne pas trouver d'oreilles très attentives chez Renaissance ou Horizon, où l'on se prépare déjà à 2027 et où l'idée de passer la main, même pour éviter une arrivée de Marine Le Pen à l'Élysée, n'est pas encore envisagée. Pourtant, le constat de Copé semble assez raisonnable et difficile à contrecarrer, mais il se base sur la constatation selon laquelle Renaissance, Horizon et les Républicains seraient assez similaires pour proposer un seul candidat. Or, il y a encore quelques semaines, les LR et le parti présidentiel s'entredéchiraient à l'occasion du vote de la loi immigration, faisant voler en éclats l'entente au Parlement qui les unissait. Difficile aujourd'hui donc d'imaginer un candidat unique au vu des dissensions entre les deux mouvements, surtout qu'au sein même de Renaissance les courants de centre droit et de centre gauche continuent à s'échapper pour faire triompher leurs lignes politiques.

F. M.

Papouasie-Nouvelle-Guinée

Des dizaines de morts dans des violences tribales

Des dizaines de corps ont été retrouvés le long d'une route des hauts plateaux reculés de Papouasie-Nouvelle-Guinée, dans un contexte de conflits tribaux, a déclaré hier la police.

De premiers décomptes officiels font état de 49 à 64 morts, des chiffres susceptibles d'évoluer encore. «La police continue à découvrir des restes humains», a souligné le chef de la police de Papouasie-Nouvelle-Guinée, David Manning.

Selon les premiers éléments de l'enquête, il s'agit des corps de combattants tribaux tués lors d'une embuscade tendue par un clan rival, dans la nuit de samedi à dimanche.

Les faits se sont produits près de la localité de Wabag (Nord), sur les hauts plateaux à quelque 600 kilomètres au nord-ouest de la capitale Port Moresby, où des conflits ancestraux opposent notamment des tribus Sikin, Ambulin et Kaekin.

M. Manning a expliqué que des «opérations ciblées» étaient

en cours pour rétablir «la loi et l'ordre» alors que des échanges de tirs persistaient dans des vallées voisines.

Des effectifs supplémentaires ont été déployés avec «l'instruction claire d'utiliser tous les moyens nécessaires pour empêcher de nouvelles violences et des représailles», a-t-il précisé.

La police a diffusé des images montrant des corps ensanglantés. Certains cadavres, aux membres sectionnés, ont été dénudés par les assaillants et ont fait l'objet d'une mise en scène macabre.

Endémiques depuis des siècles dans cette partie de l'île, les affrontements tribaux ont gagné en intensité ces dernières années avec l'afflux d'armes automatiques et de mercenaires.

Un porte-parole de la police, Samson Kua, a indiqué qu'un véritable arsenal avait été utilisé lors du massacre, comprenant des fusils SLR, AK-47, M4, AR15 et M16, ainsi que des fusils à pompe et des armes à feu de fabrication artisanale.

Le commandant par intérim de la police de la province, Patrick Peka, a déclaré que de nombreux morts semblaient être des mercenaires offrant leurs services aux tribus belligérantes.

«La police et le gouvernement ne peuvent pas faire grand-chose lorsque les chefs et les élites éduquées fournissent des armes, des munitions et font appel aux services d'hommes armés venant d'autres régions de la province», a-t-il estimé.

Le gouvernement de l'île a multiplié ces dernières années les stratégies pour endiguer les violences (répression, médiation, amnistie et d'autres méthodes), sans grand succès.

L'armée a déployé une centaine de soldats dans la région, mais cela a eu un impact limité et les services de sécurité restent insuffisants en matière d'effectif et d'armement.

Les forces de police sont pour leur part mal payées et il n'est pas rare que des armes de dotation se retrouvent aux mains des combattants.



Verts d'Europe

Amoura, Atal et Belloumi s'illustrent

■ Nos trois internationaux évoluant en Europe, à savoir Mohamed-Amine Amoura, Youcef Atal et Mohamed Bachir Belloumi, se sont tous illustrés lors des matchs disputés avec leurs clubs respectifs.

Par Mahfoud M.

Ainsi, l'attaquant de la Royale Union Saint-Gilloise, Mohamed-Amine Amoura, a signé dimanche son 17^e but en championnat belge de football, lors de la victoire décrochée sur le terrain de KV Courtrai (3-1), à l'occasion de la 26^e journée. L'attaquant algérien a ainsi contribué à la victoire de son équipe, inscrivant le troisième but des siens d'un tir croisé en pleine surface (53'). Il a cédé sa place à dix minutes de la fin (80') à son coéquipier belge Elton Kabangu. Côté Courtrai, le milieu international algérien Abdelkabar Kadri a pris part à l'intégralité de la rencontre. Une nouvelle réalisation en championnat qui permet à Amoura d'atteindre la barre de 17 buts en «Pro League», et surtout revenir à trois longueurs du Togolais Ahoueke Steeve Kevin Denkey (Cercle Bruges) qui compte 20 réalisations. L'ancien joueur de l'ES Sétif (Ligue 1/Algérie) compte également deux buts inscrits en Ligue Europa. De son côté, Atal qui est sorti de la «prison» de l'OGC Nice, après avoir signé pour le club turc d'Adana



Amoura encore décisif

Demirspor, a joué son premier match avec sa nouvelle équipe, et le moins que l'on puisse dire est qu'il s'est bien comporté et s'est donné à fond tout au long des quatre vingt dix minutes qu'il a jouées. Affrontant Alanyaspor, lors d'un match à rebondissements qui s'est terminé sur un score nul (3/3), Atal a contribué à ce résultat grâce à son engagement et son explosivité. Il a récupéré des balles, fait des passes et a tenté des incursions dans la défense adverse, prouvant qu'il pouvait donner un plus à l'équi-

pe. Enfin, Belloumi a fait aussi un bon match avec son club portugais de Farense et réussi même à inscrire un but. Sur le banc des remplaçants en début de match, Mohamed Bachir Belloumi a fait son apparition en deuxième période avec Farense et l'international algérien a réussi à être décisif quelques minutes après. Belloumi a été lancé par son coach pour apporter du sang neuf à son équipe, surtout que Farense était menée au score. Le natif de Mascara n'a pas attendu longtemps avant de laisser sa

marque dans ce match puisqu'à la 74^e minute, Mohamed Belloumi a égalisé pour son équipe après avoir fait un magnifique appel derrière le dos du défenseur et mis une tête imparable pour le gardien.

Malheureusement, cette égalisation n'a pas duré longtemps puisque les locaux ont réussi à marquer un deuxième but dans les dernières minutes du temps réglementaire, score final 2-1 pour Braga et une nouvelle défaite pour Farense.

M. M.

La FAF aurait presque tranché

Peseiro passe premier, Petkovic en deux

Après avoir écarté la piste Queiroz en début de semaine dernière et foncé sur Peseiro, Walid Sadi a fait une offre ferme à Vladimir Petkovic qui devrait répondre très prochainement,

selon certaines sources proches de la FAF. Le premier responsable pensait que l'affaire José Peseiro serait simple, il suffisait de le laisser récupérer son argent au Nigeria pour lui proposer un

contrat deux fois plus intéressant que celui qu'il touchait jusque-là, mais il ne s'attendait pas à ce que la fédération des Super Eagles, exsangue jusque-là, puisse s'aligner. C'est pourtant

ce qui semble se passer, puisque le Portugais qui a été approché aussi par la Tunisie, semble bien parti pour rester au Nigeria. En effet, c'est au plus haut niveau de l'Etat que les choses semblent se

décider pour lui au pays d'Osimhen. Le numéro deux sur la liste de la FAF est donc le Suisse Vladimir Petkovic (63 ans) et c'est avec lui que désormais les négociations sont ouvertes. Il aurait donné son accord de principe et devrait bientôt répondre. Concernant l'adjoint, il semble que la FAF pense à Nabil Neghiz, qui a déjà assuré l'intérim à la tête de l'équipe nationale en 2016 après le départ de Christian Gourcuff dont il a été l'adjoint durant deux ans. On parle aussi du possible engagement de l'ancien international Lakhdar Adjali (51 ans) au sein du staff. R. F.

JS Saoura

Nacif Beyaoui quitte la barre technique

L'entraîneur de la JS Saoura, le Tunisien Nacif Beyaoui, a démissionné de son poste, a-t-on appris dimanche de la direction du club sociétaire de la ligue 1 Mobilis de football. L'entraîneur Nacif Beyaoui a pré-

senté officiellement sa démission juste après le nul (1-1) concédé par la JS Saoura face au MC Oran au stade du 20-Août-1955 de Béchar, a précisé Mohamed Baglab, l'un des dirigeants du club. Dans une déclaration à la

presse diffusée sur la page officielle Facebook du club, Nacif Beyaoui a indiqué qu'il «a décidé de lui-même de démissionner de la tête de la barre technique du club de la Saoura. Je quitte tranquillement le club dont j'ai assuré

la direction technique durant 12 rencontres. Mais actuellement je ne suis plus utile au club à qui je souhaite beaucoup de succès et je remercie le président du club Mamoun Hamilli», a-t-il souligné.

Judo/Open Africain d'Alger (2^e et dernière journée)

Deuxième place pour l'Algérie avec 32 médailles dont 5 or

La sélection algérienne (messieurs/dames) de judo s'est contentée de la deuxième place au classement final du tournoi international «Open Africain d'Alger», clôturé dimanche après-midi à la Coupole du Complexe olympique Mohamed-Boudiaf, avec un total de 32 médailles (5 or, 8 argent et 19 bronze), derrière la Tunisie, avec 21 médailles (11 or, 3 argent et 7 bronze). La sélection algérienne a glané 14 médailles au cours de cette deuxième et dernière journée de compétition (3 or, 3 argent et 8 bronze), qui s'ajoutent au 18 de la veille (2 or, 5

argent et 11 bronze). Les médailles d'or de dimanche ont été l'œuvre d'Abdelhamid Zmit (-81 kg), Abdallah Fala (-100 kg) et Mohamed El Mahdi Lili (+100 kg), alors que celles de samedi avaient été glanées par Kais Moudather (-66 kg) et Waïl Ezzine (-73 kg), au moment où huit de leurs compatriotes se sont contentés de l'argent, dont trois ce dimanche. Il s'agit d'Arslan Benhaoua chez les moins de 81 kilos (messieurs), ainsi que Dyhia Benchallal (-70 kg) et Louiza Ichlal (-78 kg) chez les dames. Les cinq médaillés d'argent lors de la pre-

mière journée de compétition sont Aymen Denni (-60 kg), Ayoub Benlaribi (-66 kg) et Mahfoud Zerrouk (-73 kg) chez les messieurs, ainsi que Faïza Aïssahine (-52 kg) et Amina Rezzoug (-63 kg) chez les dames. Enfin, les 19 bronzes algériennes ont été remportées par Abderraouf Guerbaâ (-60 kg), Abderrahim Lalioui (-60 kg), Amine Chenafa (-66 kg), Djeddi Oussama (-73 kg), Abdelkader Amrouche (-73 kg), Houria Kaddour (-48 kg), Cherine Abdellaoui (-52 kg), Hana Naït Amara (-52 kg), Rala Zerrouk (-57 kg), Chaïma Kaddour

(-63 kg) et Fatima Zahra Necibi (-63 kg), glanées lors de la première journée et qui s'ajoutent aux huit récoltées dimanche. Leurs artisans ont été Lokmane Daroul (-90 kg), Sarah Soukane (-70 kg), Islam Bouyemout (-100 kg), Bouchra Sadi (-78 kg), Sonia Asselah (+78 kg), Abdelkader Fettouh (+100 kg), Imad Aghilès Benazoug (-81 kg) et Ahmed Rebahi (-81 kg). Organisée les 17 et 18 février à la Coupole du Complexe olympique Mohamed Boudiaf, la compétition a drainé la participation de 150 judokas (100 messieurs et 50 dames), représen-

tant 19 pays des cinq continents. Outre les pays africains, la compétition a enregistré la participation de certaines nations venues des quatre coins du monde, notamment des Etats-Unis, du Canada, de la Nouvelle-Zélande, de Bulgarie, de Grande-Bretagne et de Thaïlande. Leur présence s'explique par le fait que l'Open Africain d'Alger peut contribuer à l'amélioration de leur Ranking olympique, dans la perspective d'une qualification aux JO de Paris 2024, car mettant 100 points en jeu.

Béjaïa

Raccordement de plus de 1 400 foyers au gaz naturel

PLUS de 1 400 foyers ont été raccordés au réseau de distribution de gaz naturel dans la wilaya de Béjaïa, à l'occasion de la commémoration de la Journée nationale du chahid dont le programme s'est étalé jusqu'à hier. Ce programme a bénéficié à plusieurs communes, en l'occurrence, M'cisna, Melbou, Bouhamza, Kendira, et Barbacha. Un réseau de 82,14 ML a été réalisé pour un montant de raccordement moyen de 20 millions pour chaque foyer. «Ces programmes ont été menés par la Sonelgaz dans le cadre du programme initié par l'Etat et visant à améliorer les conditions de vie des citoyens», indique la wilaya. Placé sous le slogan «Sur le chemin des martyrs», le programme élaboré s'est poursuivi hier par la mise en service par le secrétaire général de la wilaya, Saïd Yahiaoui, en présence de l'inspecteur général de la wilaya et du directeur de la réglementation et

de l'administration générale, du réseau d'alimentation en gaz de ville au profit de 600 foyers réparés du cinq villages de la commune de Melbou, notamment Tasefsaft, Aït Bouhefane, Sahel, Tiksirt et Ledjnan. Il a également été mis en service le premier lot du réseau de distribution de gaz naturel réalisé dans le cadre du programme de rattrapage au profit de 53 foyers issus des villages et lieux-dits Seklab, El-Vir, Bourached, El-Merdj, Taourirt et 10 autres foyers au chef-lieu de la municipalité de Barbacha. Par ailleurs, les autorités locales de Tazmalt ont procédé à la remise des clés au profit de 24 bénéficiaires de logements sociaux réalisés à la cité 10/2000/300/24 logements de Tiouririne, alors qu'à Béni Maouche les autorités locales ont également procédé à la pose de la première pierre du projet de réalisation de 50 logements de type promotionnel aidé.

H. Cherfa

Tébessa

La photographie, moyen efficace de promotion du patrimoine culturel

LA PHOTOGRAPHIE, art à part entière, est un «moyen efficace» de mise en valeur et de promotion du patrimoine culturel, ont relevé, hier, les participants au 6^e Salon national de la photographie, organisé du 18 au 20 février à la Maison de la culture Mohamed-Chebouki de Tébessa. Au cours de la deuxième journée de cet événement culturel, les participants ont souligné que la photographie, qui requiert du talent, est un «outil permettant de mettre en relief les différents éléments du patrimoine culturel que l'on retrouve dans chacune des régions d'Algérie, pour le faire connaître localement, au niveau national et à l'international». Selon Abdallah Barka, de la wilaya d'Adrar, «les images que le photographe immortalise à travers son objectif subliment la beauté de la nature et des sites archéologiques, en particulier dans le sud du pays». Cet artiste-photographe s'efforce de promouvoir les paysages et les sites sahariens de sa région, également caractérisée par une architecture typique. Pour sa part, la photographe Safa Ziani, de la wilaya de Tlemcen, a indiqué que l'objectif de son appareil photo «a documenté au cours de (sa) carrière dans le domaine la richesse du patrimoine culturel qui fait la renommée de la capitale des Zianides» dont elle a capturé les différents aspects de la vie sociale et économique, en particulier dans le domaine de l'artisanat et de la préparation des épices. Le photographe Adel Malek Khelif, de Chlef, a considéré que la photographie «joue un rôle majeur dans la mise en valeur du patrimoine culturel en

mettant en relief le potentiel touristique et archéologique, diversifié, de chaque région d'Algérie». Ce photographe a salué le fait que cette 6^e édition du salon soit dédiée aux cités et sites antiques, en mettant en avant la beauté de l'architecture léguée par les différents civilisations qui se sont succédé en Algérie. De son côté, le photographe Amer Mebarki, de Batna, a estimé que la photographie «est aujourd'hui un moyen efficace, à ne jamais négliger, de promotion du patrimoine culturel, riche et diversifié de notre pays». Un patrimoine, a-t-il insisté, qui doit être «préservé de l'extinction, d'où l'importance de le capter au bout de l'objectif afin de le perpétuer». La photographe Narimane Messaï, de la wilaya de Tébessa, a déclaré, quant à elle, que la photographie «est aussi un outil pour documenter les événements, les sentiments et les idées, et un moyen de contribuer à la promotion du tourisme, en mettant en lumière les atouts de chaque région». Elle a souligné, dans ce contexte, qu'elle s'employait, à travers son objectif, à prendre les plus belles photos de la wilaya de Tébessa, riche de ses sites archéologiques, dans le but de les exposer dans différents salons du pays, en espérant pouvoir le faire un jour à l'étranger. La deuxième journée du 6^e Salon national de la photographie a donné lieu à la mise sur pied de deux ateliers consacrés aux techniques spécifiques à cet art. Une visite des sites archéologiques de l'antique Thévest devait également être organisée au profit des participants.

Maya H.

Le dérapage d'un bus a fait 51 blessés à Bejaïa



Djalou@hotmail.com

7^e Sommet du GECF

Un rendez-vous capital pour la stabilité du marché gazier

■ Le 7^e Sommet du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) revêt une importance capitale pour la stabilité du marché gazier, à travers un consensus qui devrait s'établir entre les membres du Forum concernant les formules de vente et les prix, a estimé, hier à Alger, Lagha Chegrouche, chercheur en économie et géopolitique.

Par Slim O.

Intervenant sur les ondes de la Radio algérienne, le docteur Chegrouche a indiqué que ce sommet, qui se tiendra à Alger du 29 février au 2 mars, revêt un caractère «exceptionnel», vu qu'il regroupera des dirigeants influents sur la scène internationale et sur le devenir du gaz. Le chercheur a expliqué, dans ce sens, que les membres du GECF «ont le pouvoir de changer les conditions du marché à leur avantage», au vu de la volonté et de l'«entente» qui règne entre

eux, précisant que l'«Algérie est le seul pays capable, au cours de ce sommet, d'assurer cette harmonie» grâce à son expérience en matière de négociations. Et afin de garantir leurs intérêts et surtout leur souveraineté, les membres du Forum vont, a-t-il estimé, défendre les principes du «Take or Pay» (enlever ou payer), ainsi que celui d'un prix «équitable», en favorisant les contrats à long terme et non pas les marchés Spot qui «n'offrent pas de stabilité», selon lui. Pour cela, M. Chegrouche s'attend, dans son analyse, à ce que le sommet

d'Alger aboutisse à «une plateforme de convergence», qui «ferait son succès» et qui pourrait «donner naissance, dans quelques années, à une entité similaire à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep)». Tout en mettant en avant le «rôle de médiateur» pour lequel est connue l'Algérie, le chercheur a insisté sur le caractère «stratégique» du Sommet d'Alger, du fait qu'il permettra de «définir les règles de concertation technique et stratégique entre les pays producteurs-exportateurs».

S. O.

Protection des mineurs

L'UE ouvre une «enquête formelle» visant TikTok pour «des manquements»

LA COMMISSION européenne a annoncé hier une enquête visant le réseau social TikTok pour des manquements présumés en matière de protection des mineurs, la deuxième procédure de ce type dans le cadre de nouvelles règles européennes après

celle concernant X (ex-Twitter) ouverte en décembre. Bruxelles a expliqué avoir ouvert «une procédure formelle» afin de déterminer si TikTok a enfreint le règlement sur les services numériques (DSA). Les inquiétudes du gen-darme européen du numérique

portent en particulier sur «la protection des mineurs», «la transparence de la publicité», «l'accès aux données pour les chercheurs» ainsi que les «risques liés à la conception addictive» de la plateforme et «aux contenus préjudiciables».

T. H.

Accidents de la circulation

4 morts et 135 blessés en 24 heures

QUATRE personnes ont trouvé la mort et 135 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus ces dernières 24 heures à travers le pays, indique, hier, un bilan de la Protection civile. Les secours de la Protection civile sont également intervenus pour prodiguer des soins de première urgence à trois personnes incommodées par le monoxyde de carbone émanant d'un chauff-

fage à l'intérieur d'une habitation dans la daïra de Ouassif, wilaya de Tizi-Ouzou, relève le communiqué. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile ont repêché les corps de deux enfants, âgés de 10 et 11 ans, retrouvés morts dans une mare d'eau à Ain Sefra, dans la wilaya de Naâma, ajoute la même source.

M. O.